

ARRÊTÉ DCPAT 2025 – n° 186
portant levée de mise en demeure
Installations Classées pour la Protection de l'Environnement

**Société SÉCATEURS PRADINES,
Situé à BAUGE-EN-ANJOU (49 150),**

**Installation de fabrication de sécateurs
avec notamment des opérations de traitements industriels par l'intermédiaire de sels fondus**

Le Secrétaire Général
chargé de l'Administration de l'État
dans le Département de Maine-et-Loire

Vu l'article L.181-14 du Code de l'environnement ;

Vu le décret du président de la République du 2 décembre 2025 portant nomination de M. François PESNEAU, administrateur de l'État, en qualité de préfet de Maine-et-Loire dont l'installation ne sera effective qu'à compter du 22 décembre 2025 ;

Vu le décret du Président de la République du 25 août 2023 portant nomination de Monsieur Emmanuel LE ROY, administrateur de l'État du deuxième grade, en qualité de secrétaire général de la préfecture de Maine-et-Loire (groupe II) ;

Vu le Code de l'Environnement, en particulier ses articles L. 171-6, L. 171-8, L. 172-1, L. 511-1, L. 514-5 ;

Vu l'arrêté préfectoral d'autorisation D3-200-n°709 délivré le 2 octobre 2000 à la société DEVILLE pour l'exploitation d'installations de fabrication d'outils coupants avec notamment des opérations de traitements industriels par l'intermédiaire de sels fondus, sur le territoire de la commune de Bauge-en-Anjou à l'adresse suivante ZI de Beauregard au titre de la réglementation des installations classées pour l'environnement ;

Vu le courrier du 10 novembre 2017 de la société DEVILLE SA déclarant garder à son compte l'exploitation des installations de fabrication d'outils coupants, activité qu'elle exerçait en parallèle de l'activité de fabrication de pièces automobiles reprise par DEVILLE ASC ;

Vu la demande de changement d'exploitant du 24 juin 2019 informant de la reprise d'exploitation des installations de fabrication d'outils coupants par la société SÉCATEURS PRADINES ;

Vu l'article 8.8 concerné de l'arrêté préfectoral du 2 octobre 2000 susvisé qui dispose :
« Les installations sont équipées d'un bassin de confinement ou tout autre dispositif équivalent. Ce bassin doit pouvoir recueillir l'ensemble des eaux susceptibles d'être polluées lors d'un accident ou d'un incendie, y compris les eaux utilisées pour l'extinction.

Les organes de commande nécessaires à la mise en service de ce bassin doivent pouvoir être actionnés en toutes circonstances » ;

Vu le calcul du volume de 547 m³ d'eaux susceptibles d'être polluées à mettre en rétention lors de la lutte incendie du site transmis par courriel du 14 juin 2024 ;

Vu le rapport de l'inspecteur de l'environnement transmis à l'exploitant par courrier en date du 20 août 2025 suite à la visite du 23 juillet 2025 conformément aux articles L. 171-6 et L. 514-5 du code de l'environnement ;

Vu le courrier de l'inspecteur de l'environnement en date du 7 novembre 2025 ;

Vu le courrier du 23 octobre 2025, de l'exploitant relatif à la justification de la séparation des réseaux d'eaux pluviales, l'attestation de l'acte de vente, la convention d'usage du bassin et les consignes de sécurité en cas d'accident en vue du respect de la prescription de l'article 8.8 de l'arrêté préfectoral du 2 octobre 2000, à savoir l'obtention d'un dispositif de rétention opérationnel et suffisamment dimensionné par rapport au besoin de confinement (574 m³ minimum), avec des organes de commande actionnables en toute circonstance.

Considérant les éléments précités, l'accès aux organes de commande détaillée dans la convention d'usage pré-citée et le volume de bassin de 1 105 m³ ;

Considérant que les dispositions sur lesquelles repose l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 15 octobre 2025 susvisé ne sont plus applicables au vu des justificatifs produits par la société Sécateurs Pradines ;

Sur proposition de Monsieur le Secrétaire Général de la préfecture du Maine-et-Loire

ARRÊTE

Article 1 –

L'arrêté préfectoral n°943 portant mise en demeure du 15 octobre 2025 pris à l'encontre de la société SÉCATEURS PRADINES pour son site localisé ZI de Beauregard sur la commune de BAUGE-EN-ANJOU (49 150), est abrogé

Article 2 – Publicité

Conformément à l'article R. 171-1 du Code de l'environnement, en vue de l'information des tiers, les mesures de police administrative prévues à l'article L. 171-7 et au I de l'article L. 171-8 sont publiées sur le site internet des services de l'État dans le département pendant une durée minimale de deux mois.

Article 3 – Délais et voies de recours

Conformément à l'article L. 171-11 du Code de l'environnement, la présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction.

En application de l'article L. 221-8 du code des relations entre le public et l'administration, sauf dispositions législatives ou réglementaires contraires ou instituant d'autres formalités préalables, une décision individuelle expresse est opposable à la personne qui en fait l'objet au moment où elle est notifiée.

En application de l'article R. 421-1 du code de justice administrative, le tribunal administratif de Nantes ne peut être saisi que par voie de recours formé contre une décision, et ce, dans les deux mois à partir de la notification ou de la publication de la décision attaquée. La juridiction administrative compétente peut aussi être saisie par l'application Télérecours citoyens accessible à partir du site www.telerecours.fr.

Article 4 – Exécution – Ampliation

Le Secrétaire Général de la préfecture de Maine-et-Loire, le Sous-Préfet de Saumur, la Colonelle commandant le groupement de gendarmerie de Maine-et-Loire, la Directrice régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement (DREAL) chargée de l'inspection des installations classées, le maire de la commune de Baugé-en-Anjou, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de veiller à l'exécution du présent arrêté dont une copie sera notifiée à la société Sécateurs Pradines par courrier recommandé.

Fait à Angers, le **11 DEC. 2025**

Le Secrétaire Général
chargé de l'administration de l'État
dans le département de Maine-et-Loire



Emmanuel LE ROY

